

Montée de l'extrême-droite Le SNUipp-FSU décrypte

Elections après élections, sondages après sondages, le Front National progresse... Et on ne plus écarter l'idée qu'il puisse un jour gouverner la France. Alors, bien sûr ! Il y a des raisons à cette poussée électorale. A commencer par l'incapacité de nos dirigeants politiques, à la parole de moins en moins crédible, d'entendre le cri sourd émis depuis plusieurs années par les salariés et citoyens de notre pays. Montée des inégalités, chômage, précarité, déclassement social, jeunesse à l'avenir incertain, fracture sociale et géographique... Autant d'éléments qui viennent nourrir le vote pour l'extrême-droite et lui permettre d'avoir une telle audience.

Donc, oui ! Il y a urgence à réorienter les politiques, abandonner l'austérité pour une politique de justice sociale et de progrès partagé, pour une politique qui se donne les moyens du « vivre-ensemble ». Car la « crise » n'est pas une fatalité, l'Europe peut être autre chose qu'un rouleau-compresseur ultra-libéral, la démocratie peut vivre autrement et la souveraineté des peuples peut être respectée.

A tout le moins, dans une période de tensions politiques, tant au niveau international qu'en politique intérieure, il est urgent de créer les conditions d'une société plus juste, d'un développement des mécanismes de solidarité et des services publics dont l'école. Quand des pans entiers de la société sont exclus, qu'une minorité s'accapare le fruit des progrès et les richesses, les fractures créées peuvent contribuer à l'éclatement de nos sociétés ou initier des processus politiques obscurantistes dont

l'Histoire nous a appris la douleur qu'elle infligeait aux peuples qui s'y abandonnaient.

Et ce danger est bien là, devant nous ! Et quoi que l'on pense des politiques à l'œuvre, il est une certitude absolue, c'est que l'horizon promis par Marine Le Pen et ses amis relève pour le coup d'un « suicide français ». Ségrégation raciale et sociale, exacerbation des fractures déjà à l'œuvre, régressions démocratiques et sur l'exercice des libertés : cette réalité serait bien, point pour point, l'exacte antagonisme de ce pour quoi nous avons défilé dans la rue les 10 et 11 janvier derniers. Il

serait, disons-le, en rupture avec l'idéal républicain qui fait le socle de notre aptitude à vivre ensemble car bien que ses dirigeants actuels s'en défendent, le Front National, tant par ses propositions actuelles que par son histoire, reste un parti d'extrême-droite.

Ceci dit, la situation est telle aujourd'hui qu'il ne suffit plus d'hurler « F comme Fasciste N comme Nazi » pour créer les conditions de son échec. Il nous faut reprendre méticuleusement un argumentaire sur ses propositions actuelles, expliquer, démontrer la nature du risque qui se dresse devant nous.

C'est ce travail auquel s'adonne le SNUipp-13 dans ce dossier. Dans le champ d'intervention qui est le nôtre, les enjeux sont de taille. L'Ecole pour laquelle nous continuons de porter un projet d'égalité et d'émancipation est un

des socles du pacte républicain. A ce titre, elle mérite qu'on repousse avec force ceux qui proposent de la démanteler ou d'en défaire les missions.



Le SNUipp et la FSU s'engagent...

Comme toute organisation syndicale, nous nous fixons comme objectif de défendre les intérêts matériels et moraux des personnels que nous organisons. Mais notre conception du syndicalisme va au-delà.

Nous luttons également pour le respect et l'extension des droits sociaux, pour la défense et le développement des services publics de l'Éducation, pour les libertés et l'égalité

des droits, contre le racisme et les exclusions, contre le sexisme et les discriminations de toute nature. Il nous semble, que c'est à ce prix que l'on peut développer un syndicalisme utile et efficace.

C'est dans ce cadre que s'entendent nos positions sur l'extrême-droite en France, pour la défense d'une école pour tous.

Le Front National, danger pour l'école de la République ?

Comprendre le corpus idéologique de l'extrême-droite

Pour comprendre les fondements politiques de l'extrême-droite sur l'Ecole, il faut se pencher sur le programme que défendait le Front National en 2002. Il y défendait, entre autres :

- des « sanctions sévères » contre « les tentatives d'endoctrinement » et de « manipulation idéologique des élèves par les enseignants ; la révocation des enseignants coupables de ces « manquements ».
- l'abrogation de la loi de 1998 relative à "l'obligation scolaire". La fin de l'obligation de mixité.
- l'institution du revenu parental pour permettre « d'éviter un recours excessif à la "classe maternelle", scolarisation trop précoce ».
- la révision des contenus et des programmes d'Histoire et de philosophie ; que les enseignements d'Histoire et de Géographie privilégient la France et son identité, que l'Histoire mette l'accent sur les pages prestigieuses de notre passé.
- la suppression des Zones d'Education prioritaires, considérées comme un « racisme d'Etat ».
- l'application du principe de préférence nationale dans l'enseignement primaire et secondaire.
- la possibilité pour les forces de l'ordre de pénétrer dans les établissements scolaires.
- En matière de musique, peinture, sculpture, travaux manuels : la formation du « bon goût » ; le recentrage de l'enseignement du sport sur athlétisme, gymnastique, natation.
- la liberté sur les droits d'inscription pour les facultés ; le retrait progressif des financements d'Etat sur les formations professionnalisantes post-bac (IUT, IUP...) ; la défiscalisation des subventions aux établissements privés.

Stratégie de dédiabolisation, les formules changent, le corpus idéologique reste

En 2011, Marine Le Pen prend le pouvoir. Elle engage une stratégie politique visant à « dédiaboliser » le FN. Cette stratégie est avant tout une stratégie de communication. Pour la nouvelle direction, fini les dérapages verbaux... les formules sont atténuées. Sur l'Ecole, le projet est revisité. A la lecture du programme de 2012, on constate surtout que le FN s'emploie à être beaucoup moins précis. Certaines formules pouvant « choquer » le monde enseignant sont retirées. Pourtant si la vitrine est réarrangée, le corpus idéologique est inchangé. Jugez plutôt :

- l'autoritarisme comme principe de gouvernance envers les enseignants et les élèves : « La neutralité politique sera appliquée avec la plus grande fermeté » ;
- l'école des « pédagogues qui font de nos enfants des cobayes livrés à toute les expériences » est fustigée : « Les méthodes et l'état d'esprit pédagogistes n'y ont plus leur place. » ;
- « l'apprentissage de la géographie française obligatoire. L'histoire de France retrouvera sa place au cœur de l'apprentissage »
- l'option libérale est maintenue : « créer un nouveau type d'établissement public sur le modèle des collèges et lycées ; supprimer le collège unique, rétablissement de l'apprentissage à 14 ans ; pas de créations de postes supplémentaires, réduction des postes dans l'Administration »

Mais le FN surfe aussi sur certains thèmes défendus par les tenants d'une nostalgie de l'Ecole d'avant. Il s'attaque à la liberté pédagogique en s'appuyant implicitement sur des poncifs éculés : « obligation de la méthode syllabique, enseignement de la géographie sur des cartes »... comme si l'Ecole faisait autre chose !

Et la « préférence nationale » devenue « priorité nationale » reste la pierre angulaire de cette politique.

Au cœur du projet politique du FN : Préférence nationale, xénophobie, racisme social et ses conséquences

Préférence nationale, une politique de l'exclusion

La « préférence nationale » reste la pierre angulaire du programme du FN. Rebaptisée « priorité nationale » par la nouvelle direction, le projet est identique et les premiers élus FN (maires, sénateurs...) ne cessent de rappeler que la première mesure qu'ils prendront le jour où ils auront accédé au pouvoir central sera de changer la Constitution afin de le mettre en œuvre.

Ce projet consiste à écarter les étrangers de l'accès à l'emploi, au logement, à la protection sociale. Et tant pis si ces salariés ont cotisé à la sécu, payé des impôts, s'ils travaillent en France depuis des années. Appliqué à l'Ecole, cela implique que les enfants étrangers, sans-papiers ou non, en seraient exclus, en rupture fondamentale avec le principe républicain de l'accès à l'Ecole pour tous.

Instrumentalisation falsifiée de l'immigration

Récemment, Marine Le Pen a justifié ses positions sur la question en expliquant que le problème de l'immigration, c'est que les étrangers s'installant en France étaient pauvres et que la France ne pouvait pas partager ses richesses. Nous rétorquerons à Marine Le Pen que contrairement à ce qu'elle raconte, un rapport de chercheurs de l'Université de Lille publié en 2009 a démontré que les immigrés recevaient 47,9 milliards de prestation mais qu'ils contribuaient aux richesses nationales à hauteur de 60,3 milliards, soit un excédent budgétaire de 12,4 milliards d'euros annuels.

Mais on est là au cœur de l'idéologie du FN. D'abord, il s'agit d'un dogmatisme aveugle. Mais sur le fond, il s'agit surtout de fractionner la société française. On exclut « les pauvres », en l'occurrence sur fond de xénophobie. Loin de proposer une plus juste répartition des richesses ou des mesures concrètes pour protéger les plus faibles, Marine Le Pen souhaite exclure de la solidarité nationale des pans entiers de la population.

Extension de la notion « d'étranger »

La xénophobie frontiste est en fait au cœur d'un projet plus vaste qui relève du racisme social. Car l'idéologie du FN va plus loin. Lors de la campagne

électorale pour les élections départementales de mars 2015, à Marseille, le FN distribue un tract stigmatisant les « enclaves étrangères », désignant explicitement les quartiers nord de la ville.

Pourtant, dans les quartiers nord, la part d'étrangers ne dépasse pas 12%. Mais M. Ravier, maire FN du 7ème secteur, confirme ses propos lors du Conseil d'Arrondissement qui suit, assimilant de fait l'ensemble de la population issue de l'immigration « récente » aux étrangers.

Le principe de « préférence nationale » associé à l'extension de la définition d'« étranger » conduit de facto à promouvoir une politique de ségrégation sociale et « raciale », assimilant étrangers et populations issues de l'immigration récente, pour mieux les rejeter et leur dénier leur appartenance à la communauté nationale.

Encore plus loin ! M. Ravier soutient publiquement la « théorie du grand remplacement » reprise par Zemmour qui légitime l'idée d'un départ forcé des 5 millions de Musulmans Français...

Rupture avec les principes républicains



On s'interroge souvent sur le caractère « républicain » ou encore « démocratique » du Front National. On constate aussi la stratégie de diabolisation mise en œuvre par Marine Le Pen, qui tend à laisser penser que le FN a changé, qu'il ne présente plus le même risque.

Mais force est de constater à la lecture attentive de ses thèses programmatiques, que la logique politique de ce

parti est une logique de fractures, de communautarisation des débats, de discrimination, de ségrégation... pouvant, osons le mot conduire à des processus de « guerre civile ».

Le FN est-il un parti républicain ? Une chose est sûre : pour mettre en œuvre sa politique, il a besoin de changer la Constitution et de tourner le dos aux fondements de l'idéal républicain : liberté, égalité, fraternité, justice sociale.

Et si demain s'il arrivait qu'il prenne le pouvoir, nul doute que le visage de notre société en serait profondément changé.

Non l'immigration n'est pas la cause de la crise !

Une équipe de chercheurs de l'université de Lille, sous la direction du Pr Xavier Chojnicki, a réalisé pour le compte du ministère des Affaires sociales une étude sur les coûts de l'immigration pour l'économie nationale. Travaillant sur des chiffres officiels, les chercheurs ont décortiqué tous les grands postes de transfert des immigrés. Il en ressort un solde très positif. Les chercheurs ont remis leur rapport en 2009, au terme de trois ans d'études. Les 47,9 milliards d'euros que coûte l'immigration au budget de l'Etat (2009) sont ventilés comme suit : retraites, 16,3 milliards d'euros; aides au logement, 2,5 milliards ; RMI, 1,7 milliard ; allocations chômage, 5 milliards ;

allocations familiales, 6,7 milliards ; prestations de santé, 11,5 milliards ; éducation, environ 4,2 milliards.

De leur côté, les immigrés reversent au budget de l'Etat, par leur travail, des sommes beaucoup plus importantes : impôt sur le revenu, 3,4 milliards d'euros ; impôt sur le patrimoine, 3,3 milliards ; impôts et taxes à la consommation, 18,4 milliards ; impôts locaux et autres, 2,6 milliards ; contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et contribution sociale généralisée (CSG), 6,2 milliards ; cotisations sociales, environ 26,4 milliards d'euros.

De la politique municipale du FN (liste non exhaustive des faits les plus marquants)

Une Politique antisociale, anti-culturelle et discriminatoire

Beucaire : retrait des subventions à « La Maison du Vivre Ensemble » qui assurait, entre autres, du soutien scolaire.

Marseille 7ème secteur : vote contre tous les plans de rénovation urbaine des quartiers défavorisés et contre les subventions aux centres sociaux

Fréjus : fermeture d'un centre social

Hayange et Cogolin : Suppression des spectacles de danse orientale

Marseille 7ème secteur : Demande de présentation d'une carte d'identité pour assister au spectacle de Noël

Bézier : suppression du poste de « directeur des théâtres »

Une politique contre le pluralisme

Mantes-la-Ville et Hénin-Beaumont : fermeture des locaux de la LDH

Fréjus : suppression de l'abonnement de la Médiathèque municipale à Libération

Fréjus : évacuation d'un stand du Front de Gauche sur le marché de la ville

Fréjus : exclusion de la presse nationale des Conseils de Quartiers pourtant publics

Le Pontet : Réduction de la parole de l'opposition à 3 minutes au Conseil Municipal

Marseille 7ème secteur : le maire veut interdire l'enregistrement public et l'accès de la presse au Conseil Municipal (devant la pression des opposants, il renonce)

Une politique loin des principes de probité que ce parti entend défendre

Le Pontet : augmentation de 44% des revenus du maire (retoqué par la préfecture)

Le Luc, Cogolin : augmentation de 15% des revenus du maire

Hayange : Maire déclaré inéligible pendant un an pour avoir « commis un manquement d'une particulière gravité aux règles relatives au financement des campagnes

électorales ».

Fréjus : la société « La Patrouille de l'événement », fondée par des membres de l'extrême-droite reçoit tous les marchés municipaux d'événements, de spectacle et de culture.

Beucaire : octroi de contrats à une société dirigée par des membres du FN.

Pas de rupture entre l'ancien et le nouveau FN

Marine Le Pen prétend incarner un nouveau FN et pourtant...

Marseille 7ème secteur : la directrice générale des services est l'ancienne directrice culturelle de Marignane au temps le FN dirigeait la ville dans les années 90 (suppression des abonnements La Marseillaise, Libération, L'événement du jeudi et introduction d'ouvrages révisionnistes à la bibliothèque municipale)

Cogolin : le directeur de communication du Maire est un des fondateurs du groupuscule d'extrême-droite Génération Identitaire

Beucaire : le directeur adjoint de communication du Maire est un membre du même groupuscule Génération Identitaire

Bézier : 2 responsables du Bloc Identitaire font partie du cabinet du maire

Bézier : le Maire s'incline devant une stèle dédiée à l'OAS

Une politique qui s'en prend à l'Ecole, aux élèves et aux enseignants

Le Pontet : suppression de la gratuité des cantines scolaires pour les plus démunis.

Marseille 7ème secteur : plusieurs enseignants sont menacés lors d'un conseil d'Ecole (dépôt de plainte)

Beucaire : le Maire dénonce le « coût » supposé des « élèves allophones »

Beucaire : le Maire parle des enseignants qui refusent de siéger au CA de leur établissement après ses déclarations : « enseignants sans éducation, privilégiés, aigris et sectaires, dont le comportement n'a rien à envier à celui de 'racailles »

Le FN a-t-il vraiment changé ?

La question anime le débat public : le FN a-t-il changé ? Est-il devenu un « parti comme les autres » ?

La réponse doit se décliner en deux temps.

Certes, les nouveaux dirigeants ont engagé une stratégie de « normalisation ». Mais cette stratégie est d'abord une stratégie de communication. Plus de « dérapages verbaux » comme au temps où Jean-Marie Le Pen dirigeait le parti. Les dirigeants prétendent être « républicains », « laïques », « démocrates » et même « antiracistes » et « antilibéraux ». Pourtant derrière cette stratégie à forte connotation opportuniste, le FN a-t-il vraiment changé ?

On peut en douter... Si certains considérants politiques évoluent, le fond idéologique reste inchangé.

La question de la « priorité nationale » reste la pierre angulaire de son programme. De ce point de vue, aucun changement... Et on a vu précédemment les incidences que sa mise en œuvre aurait.

Sur le terrain social, le syndicalisme est attaqué de manière virulente. La direction du FN qualifiait en 2010, les acteurs des mobilisations sociales contre la réforme des retraites d'« émeutiers ».

L'idée qu'il y aurait 2 FN est parfois entretenue par les dirigeants actuels eux-mêmes. Pourtant, les « vieux dirigeants » du FN conservent toute légitimité. Dans notre région, Stéphane Ravier se réclame publiquement du « FN canal historique ». Et Jean-Marie Le Pen reste président d'honneur du parti et sera tête aux prochaines élections régionales de décembre 2015.

Le FN n'a pas rompu avec les groupuscules violents d'extrême-droite. A Marseille, ses dirigeants revendiquent la présence de membres de l'Action Française, par ailleurs membres du Service d'Ordre du Maire du 13-14, sur leurs listes lors des dernières municipales. Rappelons que l'Action Française a pour objectif politique la fin de la République.

En juin dernier, Jean-Marie Le Pen (donc futur candidat investi par son parti aux prochaines élections régionales) était de nouveau auteur de propos antisémites promettant des « fournées » d'artistes [juifs]. Marine Le Pen, refusant de condamner les propos sur le fond se contentera de parler d'« erreur politique » ; preuve s'il en est que le fond reste commun, seule la forme change.

Dans sa volonté de « diaboliser » son parti, Marine Le Pen va même jusqu'à exclure certains candidats auteurs de propos outranciers, quand l'affaire est soulevée par les médias. A Marseille, 1/4 des têtes de listes investies lors des élections municipales sont ainsi démisées en cours de campagne ; preuve qu'il y a du ménage à faire....

Et pourtant, lors des élections cantonales de mars 2015, de nombreux candidats auteurs de propos insupportables restent investis...

Voyage au pays de l'horreur

« Il y a des battues contre les sangliers... les loups... contre les lynx... contre les ours, etc. Et si on organisait plutôt des battues contre les arabes, on sauverait peut-être la France » - Candidat FN dans l'Aude

« Je demande solennellement aux français d'origine étrangère de nous sauver une seconde fois. En rentrant chez eux » - Candidat FN en Mayenne

« La gay pride contrevient au bien et n'a pas le droit de cité dans l'espace public » - Candidat FN en Mayenne

« F.R.A.N.C.E : Fédération des Réfugiés Arabes Nourris par les Caisses de l'Etat : il se reproduit rapidement en milieu européen. La femelle peut mettre entre 10 et 15 niquetamères dans sa vie » - candidat FN Gironde

« Explosion suivie d'un incendie dans une boucherie halal. Trop bon... » - Candidate FN Seine-et-Marne.

« Mariage pour tous = mariage homosexuel et blanc-seing à toutes les perversions » ; « vivre ensemble = multiplication des zones de non-droit à population majoritairement africaine » ; « Education nationale = propagande gauchiste et socialiste apprenant aux enfants à détester leur propre pays et faire de la place pour le monde entier » Candidate FN dans l'Indre

« Opération Pédalo et islamectomie : comment débarrasser la France de la Hollande et de l'Islam ? L'islamophobie est un droit, combattre l'Islam un devoir. » - Candidat FN Hauts-de-Seine

« On pourrait aussi arrêter le traitement du ROM, non ? D'autant plus que le parasite n'a jamais cotisé à la sécu ou même payé une assurance... » - Candidat FN-Puy-de-Dôme

« L'Islam et les Mahometans sont la nouvelle peste bubonique du 21ème siècle. A combattre à éliminer sans hésitations par tous les moyens possibles » - Candidat associé FN Ariège

Toutes ces déclarations ont été tenues par des candidats qui n'ont pas été sanctionnés par Marine Le Pen et son parti.

Le Front National, danger imminent ?

Oui, le Front National est aux portes du pouvoir. L'extrême-droite dirige déjà 13 villes en France. Il pourrait conquérir plusieurs régions en décembre 2015 (dont la région PACA).

Quel que soit le crédit qu'on apporte à ces pronostics, plusieurs éléments sont incontournables :

1. Les succès du FN lors des élections locales lui permettent de s'implanter et de se renforcer. Il y a donc un vrai enjeu à lui barrer la route à chaque échéance électorale.

2. Son audience et ses résultats électoraux lui permettent de peser sur l'ensemble du débat public.

Sur quels éléments construit-il son succès ?

Au-delà des éléments indiqués dans l'édito, les récents progrès du FN s'appuient sur deux éléments :

- Une porosité désormais conséquente entre son électorat et celui de l'UMP.
- Une abstention massive de l'électorat de gauche déçu de la politique menée depuis 2012, notamment dans les classes sociales les plus défavorisées.

Quelles réponses apporter ?

1. Il y a évidemment urgence à réorienter les politiques économiques. La réduction des déficits publics ne peut justifier la violence des politiques libérales à l'œuvre en France et partout en Europe.

2. En situation de crise, les fractures sociales deviennent intolérables. Il faut donc engager des politiques qui réduisent les inégalités, renforcent les mécanismes de protection sociale et les services publics qui sont des outils de solidarité nationale et qui permettent d'atténuer les effets de la crise et de protéger les populations les plus fragiles.

3. Les partis républicains doivent cesser d'instrumentaliser les sans-papiers, les étrangers ou les français issus de l'immigration.

4. Il faut enfin créer les conditions d'une mobilisation citoyenne et sociale, seule à même de stopper la dynamique électorale du FN. C'est ce à quoi travaillent le SNUipp et la FSU.

Le SNUipp et la FSU participent au collectif unitaire : « Tous uni-e-s contre l'extrême-droite ! »

qui rassemble à ce jour ATTAC Aix-en-Provence, ATTAC La Ciotat, ATTAC Marseille, Ballon Rouge, CGT Retraités Cheminots 13, CNT 13, CNT-SO 13, Collectif Marseille 13/14 de veille et de lutte contre l'extrême droite, Ensemble 13, FERC Sup CGT Université d'Aix-Marseille, FIDL 13, FSU 13, LDH 13, MMF 13, MSED, NPA 13, PCF 13, PG 13, Quartiers Nord Quartiers Forts, Résister Aujourd'hui, Solidaires 13, SNUipp-FSU 13, Sud Education 13, UD CGT 13, UNL 13, VISA 13

A VOS AGENDAS

7 juin : Journée « Tous uni-e-s contre l'extrême-droite »
Aux Docks des Sud – 14h/Minuit

Le dimanche 7 juin 2015, l'ensemble des signataires de l'appel unitaire départemental organisent une grande journée de débat et de mobilisation contre l'extrême-droite aux Docks des Sud !

Analyses, débats, concerts... Cette journée doit marquer le début d'une mobilisation citoyenne et sociale pour endiguer la montée de l'extrême-droite dans notre département et en France.

INITIATIVES DU SNUipp-FSU

Analyser et comprendre la montée du FN, évaluer les risques pour l'Ecole et pour la République, créer les conditions d'une mobilisation citoyenne et sociale pour l'endiguer :

Le SNUipp-FSU fait appel à vous et crée les cadres de débat :

- **Samedi 11 avril : Réunion de la commission « SNUipp contre l'extrême-droite »** (9h30-12h)

Local du SNUipp-FSU, 2 square Cantini – 13006 Marseille

- **Jeudi 4 juin : Stage syndical : « Analyser et combattre la montée de l'extrême-droite »** (9h-16h)

Local du SNUipp-FSU, 2 square Cantini – 13006 Marseille

Formulaires de stages et demande d'autorisation d'absence à remplir sur le site du SNUipp : s'inscrire un mois avant (dernier délai).